

LA SENTE DU PROGRES : LES BRESILIENS, LE DEVELOPPEMENT DES SCIENCES ET L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889 A PARIS.

Cristina Araripe Ferreira
Fundação Oswaldo Cruz
E-mail : cararipe@fiocruz.br

INTRODUCTION

Entre les années 1851 et 1900, plus d'une vingtaine d'expositions universelles et internationales ont eu lieu dans le monde entier. Londres, Paris, Vienne, Amsterdam, Anvers, Bruxelles et Barcelona, mais aussi New York, Philadelphie, Sydney, Melbourne et Chicago ont fait honneur à leur réputation de villes cosmopolites, en organisant des expositions particulièrement imposantes et très complètes qu'on ne peut pas s'en refuser à mentionner¹. Généralement somptueuses et ostentatoires dans leur dessein de montrer l'état d'avancement des connaissances scientifiques et la multiplicité des inventions mise en exploitation dans les pays industrialisés, ces expositions n'avaient rien d'ordinaire et n'étaient pas non plus réputées très modestes. Nul besoin d'insister davantage². Cependant, ce qui peut d'ores et déjà être considéré comme une caractéristique des expositions universelles et internationales du XIX^e siècle postule de fait une fonction sociale qu'on ne peut guère mettre en doute, car celle-ci révèle l'existence d'une volonté politique aussi nettement établie que fermement partagée par toutes les nations associées à tels événements.

Mais n'y a-t-il pas bien autre chose en jeu que la domination économique et le pouvoir des grandes puissances industrielles de l'Europe occidentale du XIX^e siècle ?

Dans ce travail, nous allons traiter des enjeux liés à la politique expansionniste des Empires européens et des échos d'un tel processus au Brésil. Nous l'avons vu, cette politique retentit différemment sur la plupart des efforts de modernisation dans la société brésilienne, et même sur l'adaptation de l'appareil institutionnel de l'État aux besoins du monde moderne. Notre objectif principal

¹ L'appellation *Exposition universelle et internationale* a été officiellement établi par le Bureau OU Commissariat des ... ???

² Comme nous l'avons signalé, il y a des nombreux travaux publiés sur ce sujet. Une abondante bibliographie a été d'ailleurs répertorié par Brigitte SCHROEDER-GUDEHUS et Anne RASMUSSEN (1992).

était de montrer qu'une réinterprétation de ce qui se passe dans l'arène politique, pendant les années éblouissantes du Second Empire (1868-1889), illustre non seulement l'affrontement des deux grands courants d'idées représentés grosso modo par les partisans du régime monarchique, d'un côté, et par les partisans de la république, de l'autre, mais qu'elle était aussi une condition indispensable pour réussir l'argumentation au cours de laquelle nous essayons d'établir les rôles des acteurs sociaux, les nuances idéologiques de leurs positions et les circonstances socio-historiques de leur intervention dans la vive querelle qui conduit le gouvernement impérial à renoncer officiellement à l'invitation de la République française pour prendre part à l'Exposition commémorative du centenaire de la Révolution de 1789.

La justification de ce refus de comparaître à l'Exposition universelle de 1889 à Paris est apparemment simple et évidente : l'Empire du Brésil ne dispose pas des moyens financiers de le faire. C'est en tout cas ce qui affirme João Maurício Wanderley, Baron de Cotegipe, président du Conseil et leader du Parti conservateur, lorsqu'il adresse une lettre au gouvernement français pour s'excuser de la « négative ». Une manœuvre diplomatique plutôt habile : Cotegipe allège ses raisons pour justifier du point de vue politique un profond désaccord entre les partis représentés au Parlement. Il s'agit-là, bien sûr, d'un jeu de scène qui est fait avec adresse et intelligence. La manière dont il joue était toutefois risquée dans la mesure où celle-ci obligeait le gouvernement conservateur à établir un positionnement politique qui était par essence inconciliable avec les intérêts des forces progressistes de la société, y compris des monarchistes libéraux qui ne voulaient pas appuyer, dans un premier temps, la participation officielle de l'Empire, mais qui vont après tout assumer un rôle stratégique dans le processus de la mise en place d'une exposition nationale préparatoire à Rio de Janeiro, ainsi que dans la formation d'un Syndicat du comité franco-brésilien chargé de la construction d'un pavillon brésilien au Champs-de-Mars et de sa mise en état pour la grande « fête des peuples » (Sant'Anna Nery, 1889).

Les questions qui se posent dès lors à propos du patronage ne renvoient plus à « est-ce possible ? », mais à « dans quelle mesure le soutien officiel se fait-il nécessaire ? » ou « est-ce indispensable ? ». Tout repose sur les possibilités et les opportunités qui ont chaque acteur de convaincre l'autre de la justesse de ses propositions. Un seul homme, aussi prestigieux fût-il, ne pouvait pas répondre par la négative à l'invitation des Français. La Revista Ilustrada qui avait, à plusieurs

reprises, critiquée le gouvernement conservateur, souligne, en 1889, que l'attitude de la monarchie brésilienne d'accepter finalement l'invitation devrait être saluée par des applaudissements :

« Logo desde o início dos trabalhos notou-se que as monarquias fazem greve contra a exposição (...). Todavia os combatentes da democracia tiveram bastante força para imporem uma representação (brasileira). Como exceção que nos honra lá figura oficialmente o nosso país talvez a única monarquia que vencendo preconceitos aderiu à grande comemoração dos direitos humanos (...) » (Revista Ilustrada, n° 552).

Quelle que soit l'appréciation portée sur ces faits, force est de constater que « jouir d'un grand prestige » ne suffit pas. Comme nous l'avons antérieurement montré, le pouvoir politique seul n'aurait pu assurer la fortune de Cotegipe. Ce n'est pas un hasard : la situation politique des monarchistes était de plus en plus difficile et la question des revendications concernant la modernisation du pays évoluait sans cesse. Alors même que quelques-uns de ses collègues conservateurs « évolutionnistes » ont commencé à revendiquer la participation de l'Empire dans la grande manifestation de 1889, ou légitimement à critiquer les postures des « emperrados », le Cabinet a dû consulter l'opinion de l'Empereur sur le veto du Président du conseil au projet de loi qui visait à l'aide de l'État pour les exposants brésiliens. Comme Lilia M. Schwarcz nous rapporte dans son livre, Dom Pedro II appelle de son côté deux conseillers au Paço Imperial, le Vicomte de Cavalcanti et Eduardo da Silva Prado, pour le guider en lui indiquant ce que l'Empire devrait faire (1999, p. 403). Et là-dessus, il n'y a pas de doute, les libéraux ont emporté la première manche : l'Empereur décide de donner une preuve de sa « posture progressiste » et accepte de parrainer les industriels, les commerçants, les inventeurs qui se sont présentés à la Société d'Encouragement de l'Industrie Nationale comme candidats à une place dans l'Exposition du centenaire.

Quelques mois plus tard, le 14 mars 1888, Cavalcanti, Eduardo da Silva Prado et Francisco J. Sant'Anna Nery sont désignés pour entreprendre les travaux du comité franco-brésilien à Paris. La route est toute tracée : les forces progressistes vont jouer le rôle principal dans le dernier grand acte public de la monarchie au Brésil.

Dès 1884, au lendemain de l'Exposition d'Amsterdam, les conservateurs ont fait savoir que les rumeurs sur une exposition pour fêter le centenaire de la Révolution de 1789 avaient circulé et qu'ils n'étaient pas d'accord avec ces « agissements » des républicains français qui voulaient « promouvoir leurs doctrines trop libertaires ». À la même époque, une partie de l'élite À la tribune du Sénat, Cotegepe avait dénoncé l'Exposition du centenaire comme un plan « ingénieux et subtil » pour faire croire aux gens que « la République était une solution pour les maux qui frappent l'humanité ». Par ailleurs, il faut se rappeler que la plupart des adversaires politiques de Cotegepe se sont retranchés derrière la position de l'Empereur Dom Pedro II qui accepte, à titre privé, parrainer les exposants brésiliens.

Plus tard, on sait que Cotegepe en a avancé une première idée pour résoudre l'impasse que lui-même avait créé : le gouvernement acceptait que la Société d'Encouragement de l'Industrie Nationale prenne l'initiative d'une démarche administrative visant l'organisation d'une exposition national préparatoire à l'Exposition tricolore. Or, à ce moment-là, les choix et les stratégies politiques des différents groupes étaient définis et leurs intérêts plus que jamais stabilisés dans multiples oppositions binaires : ancien/moderne, conservateur/libéral, stagnation/progrès, obscurantisme/science, primitif/civilisé, passé/futur, monarchie/république.

Quoi qu'il en soit, les discussions au Sénat et à l'Assemblée de députés qui précèdent la votation de la loi sur les subventions de l'État est un exemple éclairant de la situation vécue par la monarchie. Rien n'était plus comme avant... De ce fait, les débats parlementaires ne furent pas seulement un échange d'opinions sur le bien-fondé d'une subvention de l'État ou sur la neutralité brésilienne face au BOICOTE des monarchies européennes. Les conservateurs « emperrados » ont transformé les débats en guerres intestines. La position du gouvernement conservateur aggrave ensuite la situation en dépréciant l'idée même d'une exposition universelle pour commémorer la chute de la Bastille. Cotegepe n'hésite pas à dire : « la France républicaine fait preuve d'intolérance (...). Si j'étais aujourd'hui le seul homme à prendre une décision, je refuserais l'invitation (...). ». C'est bien de capacités de mobilisation qu'il s'agit. À un moment où les enjeux économiques et sociaux ont acquis un poids décisif pour l'avenir de l'Empire et de ses institutions, il n'est pas surprenant que le débat d'idées

concernant l'Exposition tricolore bascule vers une logique politico-politicienne. En contrepartie, ce basculement indique une tendance nouvelle qui se traduit par une augmentation d'importance d'un sujet qui constitue le noyau du problème de la participation brésilienne : la présentation des progrès réalisés par la société, tout particulièrement par les industries et institutions scientifiques. On peut dire que la stratégie adoptée avec la création du Syndicat franco-brésilien et les moyens mis à la disposition des exposants – par les groupements professionnels, les associations commerciales, économiques, les assemblées législatives des départements, etc. – a ouvert des possibilités exceptionnelles, même si des difficultés subsistent dans le domaine du financement du Commissariat général par l'État. Reste à savoir comment cette mobilisation a pu mettre en marche le projet de faire de la participation brésilienne « la plus complète et la plus parfaite de toutes les présentations de son genre » (Sant'Anna Nery, 1889).

Quantités d'ambiguïtés, la polémique ne tarderait pas à s'engager dans les milieux politiques et, en très peu de temps, gagner les rues de la capitale. Deux types de problème sont alors à distinguer : l'Exposition universelle de 1889 à Paris ne fait pas l'unanimité chez les hommes politiques brésiliens. Comme nous l'avons déjà vu, la question de la propagande républicaine est à l'origine des premières prises de position critiques envers l'État français en particulier sur l'autopublicité de la Troisième République. Cependant, là-encore, l'explication n'est pas une. Les débats parlementaires que poursuit Werneck da Silva, décrits dans sa thèse, montrent où se situe, sous la perspective du matérialisme historique, le talon d'Achille des partis politiques et de leurs principaux dirigeants : le commerce international. Or ce genre d'affirmation pourrait induire en erreur : faire croire à l'universalité d'un énoncé qui fut construit pour expliquer d'une façon téléologique la marche de l'histoire. Werneck da Silva est en effet un historien marxiste (1992, pp. 31-34), et en tant que tel, il essaie de trouver des explications économiques pour le fait du gouvernement brésilien ne parvenir à maîtriser les forces sociales du pays. Et pourtant, dit Francisco F. Hardman, l'analyse des faiblesses ne doit pas se résumer à celle des échecs que la politique économique de l'Empire subit pendant la dernière période du régime

Notre réflexion initiale sur les rapports entre les expositions universelles, la politique et l'économie rejoint celle de Lilia Moritz Schwarcz (1999 et 2000). Elle a non seulement réfléchi au problème des représentations sociales et des circonstances de la tropicalisation des us et coutumes des monarchies européennes,

mais développe des idées sur la . Il est intéressant par ailleurs de noter que de l'intérieur même de certains politiques face à ces problèmes choisissent de .

Comme nous le verrons, dans ce chapitre, l'ensemble d'opinions fort diversifiées qui concourent à l'effet insolite du débat sur l'Exposition du centenaire est en fait à l'origine d'un tout autre problème, celui-ci beaucoup plus intéressant, sur la fonction sociale des expositions universelles et internationales au XIX^e siècle. Bien qu'elles aient été cosmopolites, un fait est sans appel : les expositions nous ont laissé surtout des images que les pays organisateurs avaient d'eux mêmes (Greenhalgh, 1988, pp. 41-48). Trop localisées, et souvent liées à la promotion des valeurs de ces nations hôtes, les expositions ont poursuivi des objectifs essentiellement politico-économiques et pédagogiques plus ou moins réussis. L'ingénieur des Mines Frédéric Le Play, puis Alfred Picard, en 1889, ont en effet proposé des concepts modernes d'organisation et de classification des activités productives présentées dans les expositions, ainsi que des nombreuses des contributions dans le domaine de la gestion. Pour qu'on puisse comprendre leurs finalités spécifiquement pédagogiques, les organisateurs des premières expositions ont développé aussi un ensemble de normes de présentation des objets et des procédés techniques, au fur et à mesure transformé en espaces thématiques (galeries, palais, etc.) où les exposants se sont groupés en fonction de leurs secteurs d'activité. C'est dans ce cadre qu'on peut lire les instructions envoyées à chaque exposant et les **ORIENTANDO AS AÇÕES EDUCATIVAS QUE DEVERIAM SER IMPLEMENTADAS** par eux-mêmes. Cette pratique Il s'agissait bien sûr de diffuser les connaissances et les innovations technologiques mise au point dans les laboratoires et les industries, ce qui définait déjà la propre conception du projet pédagogique des organisateurs de ces **PIONEIRAS** .

Au Brésil, les expositions universelles ont toujours provoqué des réactions et des attitudes très favorables tant de la part des hommes politiques, des commerçants, des industriels et des savants, que du public en général qui accompagne curieux, selon les mots de la propre Convention de Paris de 1928, « les progrès réalisés et les perspectives d'avenir des civilisations modernes ».

Selon Margarida de Souza Neves (1991), l'histoire du Brésil monarchique, notamment de la période de la consolidation des institutions impériales, est indissociable de l'histoire du pouvoir et du prestige que ces grandes manifestations du génie humain ont eu auprès de l'élite politique du pays. Cette histoire se réfère au charm puissant de l'idée de progrès, comme ayant une valeur

de vérité (Bury, 1971, p. 313-314). Parmi les nombreux travaux qui contribuent à renforcer les convictions sur les progrès de l'esprit humain (Condorcet), l'œuvre d'Auguste Comte a sa place. Il démontre qu'une société rationalisée serait plus que souhaitable (Plan de las operaciones científicas necesarias para la reorganización de la sociedad, 1822), c'était une nécessité absolue. « Il est inévitable qu'il en soit ainsi », affirment les disciples de Comte au Brésil³.

Dès le début du siècle, les puissances européennes étaient à la recherche de moyens efficaces et lucratifs d'augmenter le commerce international. Les Anglais ont été PRECURSORES dans ce domaine, Southey dans son travail publié en 1829, Thomas ..., faisait déjà état de nombreuses initiatives qui avaient . Diverses expositions nationales de produits agricoles et industriels avaient été organisées et les commerçants et industriels de pays comme l'Angleterre et la France étaient multipliant leurs offres de marchandises dans l'attente de trouver des nouveaux marchés pour leur production.

CONCLUSION

En réalité, nous nous sommes efforcés, dans les pages précédentes, d'analyser combien cette multiplicité d'orientations se fit entendre avec force dans ce que les sociologues, les anthropologues, les politologues et les historiens ont nommé le mythe fondateur de la Nation brésilienne, à savoir la proclamation de l'indépendance. Tout en affirmant la singularité d'un pays depuis longtemps dépendant d'un pouvoir central établi dans une métropole lointaine, les Brésiliens ont dû accepter l'instauration d'un nouveau régime dans lequel le pouvoir serait exercé par un monarque d'origine européenne. En ce sens, nous avons déjà pu remarquer que le caractère excentrique de ce régime politique social, tout comme les autres d'ailleurs, n'a pas produit l'effet souhaité. En d'autres termes, le problème posé de la >>>> de même qu'il ne s'était pas acclimaté à la vie sous les tropiques. Or, si nous nous intéressons pour cet aspect bizarre, c'est parce que la Nation, entend-on, suppose ou se caractérise par la conscience de son unité. Et bien, c'est cela qu'on doit prendre en considération lorsqu'il s'agit ici de faire comprendre l'intérêt du débat que P. Petitjean (1992) a qualifié, suivant l'approche de V. V. Krishna, "une volonté nationaliste de modernisation

³ Passage d'un auteur positiviste brésilien.

générale”⁴. Bien que n’abordant pas le problème sous cet angle, nous avons beaucoup insisté sur le fait qu’en définissant une identité culturelle propre la société brésilienne s’est épanoui non pas sur l’un ou l’autre domaine spécifique, mais sur plusieurs. De toute évidence, on a eu affaire à une histoire de l’indépendance du Brésil en tant qu’un mouvement indissociable de l’histoire de l’impérialisme.

⁴Nous avons vu plus haut que